



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LARUNS

Membres afférents au Conseil Municipal	Membres en exercice	Membres ayant pris part à la délibération
15	15	14

Séance du 2 octobre 2019

Délibération n° 98/2019-10/6

L'an deux mille dix-neuf, le 2 octobre à 19 heures 00, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué le 26 septembre 2019, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Robert CASADEBAIG, Maire.

**Présents :** AMBIELLE Simon, CARRERE Régis, CASADEBAIG Robert, COUBLUC Joël, DUCHATEAU François, FEUGAS Françoise, GROS Laure, PUCHEU Charles, TOST-BESALDUCH Jeanine, TOUTU Patricia

**Absents :** SAINT-VIGNES Serge

**Procurations :** BAYLOCQ-SASSOUBRE Bruno à CARRERE Régis  
BLANCHET Anne à TOST-BESALDUCH Jeanine  
CASSOU Sylvie à CASADEBAIG Robert  
MOUNAUT Pierre à PUCHEU Charles

**Secrétaire de séance :** FEUGAS Françoise

**Objet :** URBANISME : Modification du P.L.U. relative à certaines dispositions des zones urbaines de la Commune de Laruns

**Vote :** Unanimité

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 21 mai 2019, le Conseil Municipal a donné un avis favorable à la modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) pour :

- supprimer l'emplacement réservé n° 2, initialement délimité pour un élargissement de voirie, mais que la commune ne souhaite plus réaliser,
- classer en zone UG les parcelles cadastrées section AM n° 120 et AL n° 107, jusqu'à présent classées en zone UB, pour mieux satisfaire à la vocation de ces terrains,
- classer dans une zone offrant une diversité fonctionnelle tout ou partie des parcelles cadastrées section AM n° 122 et 189, jusqu'ici classées en secteur UBh exclusivement dédié à l'accueil hôtelier,
- adapter les conditions d'aménagement de parcelles des quartiers de Gabas, Gerp, Hourque, Miegebat, classées en zones UC et UD, en vue de satisfaire aux dispositions de l'article L.111-8 du code de l'urbanisme relatif à la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, de l'urbanisme et des paysages aux abords de la RD 934.

Monsieur le Maire expose l'intérêt pour la Commune de procéder à un changement supplémentaire dans son PLU par rapport à ceux initialement prévus. Il s'avère en effet nécessaire, compte tenu de la fragmentation de la propriété foncière dans les zones 1AU dites de Barou, de Pon, de Bayles et de Gerp Nord, d'y rendre possible la réalisation de constructions en dehors d'opérations d'aménagement d'ensemble. Ce changement conduit aussi à modifier, le cas échéant, les autres dispositions réglementaires ou les orientations d'aménagement et de programmation relatives aux zones 1AU, pour que les nouvelles modalités d'aménagement continuent de satisfaire aux orientations du PADD.

Par ailleurs, Monsieur le Maire expose également l'intérêt pour la Commune de revoir le règlement de la zone UA qui impose une implantation des annexes en limite de voie ou à l'alignement des façades, ce qui peut être pénalisant pour l'intérêt architectural d'une rue, notamment sur les petites annexes de moins de 20 m<sup>2</sup> (du type abri de jardin, etc ...).

Il précise que ces modifications supplémentaires du P.L.U. peuvent se faire dans les formes prévues aux articles L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- **donner un avis favorable** à ce que la modification du P.L.U. en cours d'étude comprenne un objet supplémentaire consistant à rendre possible, dans les zones 1AU dites de Barou, de Pon et de Gerp Nord, la réalisation de constructions en dehors d'opérations d'aménagement d'ensemble ; ce changement conduisant à modifier, le cas échéant, les autres dispositions réglementaires ou les orientations d'aménagement et de programmation relatives aux zones 1AU de façon à continuer à satisfaire aux orientations du PADD.
- **de revoir** le règlement de la zone UA sur l'implantation des annexes.
- **de dire** que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois.

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,



Affichage le : 4 octobre 2019



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 09/10/2019
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 09/10/2019